

Brèves hebdomadaires Bénin, Cameroun, Ghana, Niger, Nigéria, Togo

24-30 Octobre 2020

1. COVID 19 : situation au 30 Octobre 2020

30/10/2020	Population (M hab)	Nombre de cas enregistrés	Nombre de cas/M hab	Nombre de morts	Nombre de guérisons	Nombre de cas actifs	Nombre de cas actifs/M hab
Bénin	12,0	2643	220	41	2330	313	26
Cameroun	23,8	21793	916	426	20117	1676	70
Ghana	31,0	48055	1550	320	47169	886	29
Niger	24,0	1219	51	69	1135	84	4
Nigeria	200,0	62521	313	1141	58249	4272	21
Togo	8,5	2296	270	55	1627	669	79

Les pays africains sont les plus gros contributeurs à la lutte contre la Covid-19 sur le continent

Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, les pays africains eux-mêmes sont les plus gros contributeurs à la lutte contre la Covid-19 sur le continent, avec 44,6 Mds USD.

Le deuxième contributeur en importance est le FMI avec environ 16 Mds USD, ce montant continuant à augmenter, car l'institution continue d'approuver les décaissements pour certains pays de la région, comme ce fut le cas récemment pour le Cameroun.

Avec un peu plus de 4,9 Mds USD, le G20 et son initiative de suspension de la dette des pays pauvres occupent la troisième place.

Les 4ème et 5ème plus gros contributeurs à la lutte contre le covid-19 en Afrique sont la Banque africaine de développement et Afreximbank.

Les financements du FMI et du G20 sont des prêts que l'Afrique devra rembourser. Cela tend à montrer que l'Afrique, pour laquelle tout le monde a exprimé sa préoccupation, a finalement reçu très peu de soutien de la communauté internationale. En pourcentage de PIB, l'Afrique du Sud est le pays qui a le plus soutenu son économie, suivie du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du **Nigéria**.

2. Actualités générales

En Afrique, le sorgho et le mil pourraient mieux s'en sortir face au changement climatique d'ici 2050

Le changement climatique n'affectera pas toutes les cultures de la même manière. Grâce à leur meilleure résistance au stress thermique et leur frugalité, le sorgho et le mil résisteront mieux que le riz ou le blé d'ici 2050, selon une étude de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Selon le scénario le plus défavorable présenté par l'OMM, le rendement moyen devrait diminuer de 5 % pour le mil et de 8 % pour le sorgho, contre des baisses de 12 % et 21 % respectivement pour le riz et le blé. L'Afrique fournit plus de la moitié de la production mondiale de mil, et les principaux pays producteurs de sorgho sont le **Nigeria**, l'Éthiopie, le **Niger**, le Burkina Faso et le Mali. Selon l'OMM, le continent africain a connu durant ces dernières décennies, un niveau de réchauffement légèrement plus rapide que la moyenne mondiale et l'année 2019 a été l'une des trois années les plus chaudes jamais constatées.



Malgré les bonnes récoltes attendues, la plupart de ménages déplacés par les conflits resteront en crise

L'évaluation de la campagne agropastorale 2020/21 indique des récoltes supérieures à la moyenne de 4 à 10% pour les céréales et les tubercules, et pourraient atteindre plus de 10% pour les oléagineux. Toutefois des récoltes inférieures à la moyenne sont attendues dans les zones d'insécurité/conflits du **Liptako Gourma**, le bassin du **Lac Tchad**, le Nord-Ouest et Centre-Nord du **Nigeria**, Nord-Ouest et Sud-Ouest du **Cameroun** du fait de la réduction des superficies emblavées. Au **Nigeria**, ces baisses sont accentuées par l'impact de la COVID-19 sur l'accès aux intrants et à la main d'œuvre agricole, et les récentes inondations de cultures. Les productions de pâturages sont satisfaisantes dans la région mais leur accès reste limité dans les zones soumises aux conflits. La crise prévaudra au moins jusqu'en janvier 2021 dans la zone du **Lac Tchad**, la région de **Tillabéry** et le nord de **Tahoua** au **Niger**, dans le nord-ouest et le nord-est du **Nigeria** et dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au **Cameroun** du fait de la persistance des conflits avec leur corollaire de destruction des moyens d'existence. Au **Nigeria**, les PDI dans les camps situés dans les zones inaccessibles près du bassin du Lac Tchad seraient en insécurité alimentaire d'urgence.

Cameroun : attaque d'une école à Kumba

Samedi 24 Octobre, des hommes armés ont attaqué l'école Mother Francisca à Kumba dans la région du sud-ouest, tuant au moins quatre enfants et en blessant plus d'une douzaine d'autres. Les sources indiquent que les auteurs étaient des militants séparatistes, alors que les tensions entre la communauté anglophone minoritaire du Cameroun et les autorités nationales restent vives dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où le mouvement séparatiste s'est transformé en une insurrection armée de bas niveau. Les Nations Unies estiment qu'au moins 50 000 Camerounais ont fui les combats vers le Nigéria depuis le début du conflit, et plus de 675 000 autres auraient été déplacés à l'intérieur du pays.

Niger : situation de l'économie et de la pauvreté, une étude de la Banque Mondiale

L'étude intitulée « Note sur la situation de l'économie et de la pauvreté au Niger » note que la pauvreté reste répandue et rurale, avec deux personnes sur cinq vivant sous le seuil national de pauvreté, et 95 % des neuf millions de pauvres vivent en milieu rural. Près de la moitié de la population rurale ne satisfait pas ses besoins élémentaires en produits alimentaires et non alimentaires, contre 13 % de la population urbaine. Les habitants des zones rurales courent plus de risques non seulement d'être pauvres, mais également de s'enfoncer plus profondément dans la pauvreté que leurs homologues des zones urbaines. En 2019, un Nigérien habitant Niamey n'avait que 8 % de chances d'être pauvre et 65 % de chances d'avoir accès à l'électricité. Ces probabilités sont inversées pour un habitant de la région de Zinder. Les régions à la traîne ont à la fois les taux de pauvreté les plus élevés et les plus grands nombres de pauvres. Près des deux tiers des pauvres du Niger, soit 5,8 millions d'habitants, sont concentrés dans seulement trois régions : Zinder, Maradi et Tillabéri.

Nigéria

Suite à la vague de pillages des derniers jours, les forces de sécurité ont commencé à récupérer les objets pillés à travers le pays tandis que des suspects sont arrêtés. Selon les autorités, plus de 2 500 suspects ont été arrêtés en FCT ainsi que dans les États d'Adamawa, de Lagos, de Kwara, d'Ekiti, de Plateau, de Cross River, de Kogi et de Kaduna. Les autorités ont également ordonné le déploiement de forces de sécurité dans les villes pour faire respecter les couvre-feux là où ils ont été imposés et pour renforcer la loi et l'ordre dans les zones instables. Malgré cela, les pillages se sont poursuivis en FCT, avec l'attaque d'un entrepôt de vivres du *Kubwa National Youth Service Corps* (NYSC). Des meubles, des appareils électroniques, de petits véhicules et des articles de cuisine ont également été volés. Des actions similaires ont été observées dans d'autres parties du FCT, malgré le déploiement des forces de sécurité.



3. Actualités agricoles

Cameroun : la filière de la banane reprend des couleurs

La *Cameroon Development Corporation* (CDC), deuxième producteur du pays, a repris ses exportations en juin, après une interruption de près de deux ans due à la crise sécuritaire dans les régions anglophones, où se situent ses plantations. Ensuite, l'Union européenne (UE) a accédé à la demande de Yaoundé de proroger jusqu'en 2022 les mesures d'accompagnement banane (MAB), son programme de soutien à la compétitivité de la filière, pour la période 2013-2022, de 48 M€, dont moins de la moitié a été utilisée. Cela permettra d'achever la remise en plantation de 414 hectares, mais aussi l'aménagement de 554 ha par les Plantations du Haut-Penja (PHP, groupe Compagnie Fruitière), le premier producteur du pays. Elle offrira aussi l'occasion de boucler, le mois prochain, la modernisation du terminal fruitier du port de Douala pour peu que la crise sanitaire ayant affecté les ouvriers et retardé l'acheminement du matériel ne fasse pas des siennes.

Ghana : lancement d'un programme de conservation des tortues marines

Meridian Port Services Ltd (MPS) annonce le lancement de son programme pour la conservation des tortues marines, une initiative menée dans le cadre des plans d'action environnementaux de la société dans ce domaine, et conformément à la norme de performance de la Société financière internationale (SFI) pour la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles vivantes et à l'engagement « Aucune perte nette de biodiversité ». Le programme consiste à transférer les œufs de tortue se trouvant menacés dans leur milieu naturel vers une écloserie fermée reproduisant leur environnement, dans une atmosphère propice à leur éclosion. Dans un second temps, les petits sont relâchés dans l'océan. Entre novembre 2018 et août 2020, 24 674 œufs ont ainsi pu être récupérés et transportés dans l'écloserie, alors que 16 198 nouveau-nés ont été relâchés en mer. L'écloserie accueille actuellement deux espèces de tortues marines : la tortue olivâtre (88 %) et la tortue verte (12 %).

Niger : début des travaux de réhabilitation de la route Diffa – N'guigmi – frontière Tchad

Le Niger a amorcé les travaux de réhabilitation de la route Diffa – N'guigmi – frontière Tchad. Ce corridor routier de plus de 130 km est un axe stratégique pour les échanges commerciaux entre les deux pays. Les travaux, qui dureront 24 mois, sont exécutés par deux sociétés locales, l'Entreprise Générale de Bâtiments et Travaux Publics (EGBTP) et WAZIR. Le chantier est financé à 100% par la compagnie chinoise CNPC Dagang Niger Engineering suivant le contrat de partage de la production pétrolière. En plus du désenclavement externe en direction du Tchad, ce corridor encore appelé « route de l'unité » contribuera également au désenclavement des zones de production agropastorale ; à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ; à la stimulation et à la facilitation de la mobilité des personnes et du transport des marchandises. Pour le gouvernement nigérien, la réhabilitation de cette route matérialise aussi le renforcement des liens commerciaux entre deux communautés (CEDEAO et CEMAC) ayant une histoire et une culture commune. « C'est donc un grand poumon économique de notre pays qui sera davantage oxygéné avec cette route qui facilitera l'écoulement des produits agro-sylvo-pastoraux », souligne Mahamadou Abara, le directeur de cabinet du ministre du Pétrole.

Nigéria : Flour Mills réalise un excellent premier semestre pour son exercice financier 2020/2021

Le groupe agroalimentaire *Flour Mills of Nigeria* (FMN) a enregistré une belle performance financière au terme du premier semestre de son exercice financier 2020/2021 achevé le 30 septembre dernier. D'après les détails relayés par le site *Foodbusiness Africa*, le chiffre d'affaires de la compagnie a progressé de 31 % à 355,1 Mds NGN (931 MUSD). Par ailleurs, son bénéfice après impôts s'est établi à 9,9 Mds NGN soit une amélioration de 68 % par rapport à la même période de l'année dernière. Symbole de cette bonne santé, le segment agroindustriel, deuxième plus importante division du conglomérat, a affiché un bénéfice de 6,3 Mds NGN (16,5 MUSD) grâce aux bonnes ventes dans les huiles, graisses alimentaires et engrais. La compagnie



qui fête cette année ses 60 ans, affiche une robuste capitalisation de 87 Mds NGN (228 MUSD) à la Bourse du Nigeria où elle est cotée depuis 1978. Avec pour marque phare « Golden Penny », FMN dispose d'une capacité de mouture de 9 300 tonnes de céréales par jour et emploie plus de 14 000 personnes.

4. Commerce

Bénin : Cotonou, petite métropole deviendra grande

À l'instar du reste du pays et malgré la conjoncture mondiale morose, Cotonou est en pleine mutation. Son ambition : se tailler une place de choix dans le chapelet des métropoles côtières ouest-africaines. Coincée sur une bande de terre de 4 km de large entre l'océan Atlantique au sud et le lac Nokoué au nord, et partagée en deux, en son centre, par une lagune enjambée par trois ponts, Cotonou fait sa révolution. Une révolution urbaine menée à marche forcée avec un objectif : améliorer la vie des Cotonnois et rendre Cotonou plus attrayante pour les investisseurs, voire incontournable. Comparé à Lomé ou à Accra, Cotonou peut et doit « se faire une place, à son échelle et avec son identité, sans se fondre dans une “ville globale” », martèle José Tonato, le ministre du Cadre de vie.

Cameroun : l'UE prévoit de générer un flux financier de 9000 Mds CFA en 10 ans

Dans les 10 prochaines années, les pays de l'UE prévoient de générer un flux financier de 9000 Mds FCFA au Cameroun. La France occupe la plus grosse part du marché avec 57%, suivie respectivement par : la Belgique (19%), l'Italie (14%), l'Allemagne (6%), les Pays-Bas (3%) et l'Espagne (1%). Dans le détail, les investissements proprement dits sont évalués à 296 Mds FCFA par an. Les entreprises européennes afficheraient un chiffre d'affaires annuel de 444 Mds FCFA. Les taxes de TVA payées annuellement devraient se chiffrer à 90 Mds FCFA et des droits de douane payés annuellement à 68 Mds FCFA. Selon une enquête de la délégation de l'Union européenne à Yaoundé, 44% des entreprises européennes installées au Cameroun pensent que le potentiel de croissance du marché camerounais est élevé ; 23% y voient un « bon potentiel de croissance », 6% projettent qu'il sera stagnant et 29% entrevoient des « conditions plus difficiles ».

Ghana : délivrance des visas électroniques en 2021

Le Ghana a lancé un appel d'offres international pour mettre en place « une solution de visa électronique qui devrait être opérationnelle en 2021. Cette réforme fait partie du projet de développement du tourisme au Ghana (GTDP) financé à 40 MUSD par la Banque mondiale (sous forme de prêt d'une maturité de 30 ans à débloquer sur 5 ans). La procédure de passation de marché a été lancée pour la sélection d'une entreprise qui s'associera au Service de l'immigration du Ghana (GIS) pour sa mise en œuvre. L'installation et le déploiement du système étant prévus du 1er janvier au 31 mai 2021 à l'aéroport international Kotoka d'Accra, aux points de contrôles frontaliers de Paga, Elubo, Aflao, Takoradi et Tema, ainsi qu'à tout endroit dans le monde où un visiteur souhaiterait obtenir un visa pour se rendre au Ghana.

Niger : le FMI approuve un décaissement de 19,9 MUSD

Le 26 octobre 2020, le Conseil d'administration du FMI a approuvé la 6^{ème} et dernière revue de la facilité élargie de crédit (ECF) au bénéfice du Niger ainsi que la dérogation du critère de performance relatif au financement intérieur, mettant à disposition du Niger 19,9 MUSD, ce qui porte le montant total des décaissements effectués dans le cadre de la ECF à 167,86 MUSD. En ligne avec les conclusions des services, les administrateurs ont soutenu l'approbation de cette revue dans un contexte très fragile, se félicitant de la bonne tenue du programme dans des circonstances économiques et sécuritaires difficiles. Ils ont également appelé à la poursuite d'un engagement constructif entre le Fonds et le pays suite à la conclusion de l'ECF, les services rappelant que tout programme successeur demeurerait à la discrétion des autorités et que des échéances électorales étaient prévues début 2021 au Niger.



Nigéria : import-export de produits alimentaires au Q2-2020

Selon le *National Bureau of Statistics*, au deuxième trimestre 2020, les produits agricoles nigériens étaient principalement exportés vers l'Asie, l'Europe et l'Amérique pour une valeur respectivement de 43,6, 26,4 et 6,6 Mds NGN. Les principaux produits agricoles exportés sont les fèves de cacao brutes et les fèves de cacao fermentées vers les Pays-Bas, l'Indonésie et les USA ; les graines de sésame (vers le Japon et la Chine), les noix de cajou (vers le Vietnam). En termes d'importations, le premier poste est le blé dur depuis les États-Unis (41 Mds NGN), la Russie (28,8 Mds NGN) et la Lettonie (24,5 Mds NGN).

Togo : un rebond de croissance à 4,7% espéré en 2021

Selon son Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP 2021-2023), le Togo espère un rebond pour les deux années à venir, avec notamment une croissance attendue à 4,7% pour 2021 et 5,8% de croissance du PIB réel en 2023. Dans cette dynamique, le taux d'inflation passerait de 1,7% en 2021, à 2,0% en 2022 puis à 1,9% en 2023. Le pays espère voir des recettes budgétaires à 842,9 Mds FCFA pour l'an prochain soit 2,7% de moins que 2019, mais marquant tout de même un regain après l'effondrement des rentrées de cette année (une diminution de 40% est attendue). Plutôt optimiste, vu les circonstances, il anticipe des rentrées fiscales de 887,7 Mds FCFA en 2022, et 903,5 Mds FCFA en 2023. Plus largement, les ressources de trésorerie devraient augmenter de 2,6%, passant de 657,2 milliards FCFA, cette année, à 674,5 milliards FCFA en 2021. On note tout de même une contraction graduelle à l'horizon 2023, avec 618,7 milliards FCFA.